

Véronique Magaud

Imaginaires de l'identité collective au prisme d'événements sidérants

THE IMAGINATION OF IN-GROUP IDENTITY THROUGH ATTACK EVENTS

Abstract: This paper analyses the ingroup identity which emerges through three events, the Cologne attacks in January 2016, the attacks against the Charlie Hebdo journalists in January 2015 and the Yellow Vests' demonstrations in France from November 2018 to 2019. It focuses on the images and fictions which are performed by the citizens as well as those which appear through the reactions of academics, journalists and politicians in media. It aims at revealing the accommodation of political myths and the way the representations of collective identity are built.

Keywords: *Charlie Hebdo*; Terrorism; Political Identity; Political Imagination; In-group Identity; Millenarianism; Political Symbols.

VÉRONIQUE MAGAUD

Université Catholique de Lyon, France
vmagaud@univ-catholyon.fr

DOI: 10.24193/cechinox.2021.40.10

Introduction

L'identité collective, si elle procède de phénomènes d'assimilation et de différenciation mis en évidence par la psychologie sociale dans le cadre du processus de construction identitaire, ne peut être réduite à ces mécanismes manifestes. Ces processus invariants ne doivent pas, en effet, masquer la dynamique des identités collectives ni leur émergence à la faveur d'événements et de conjonctures politiques au risque de réifier ces constructions et de rester au même niveau que les discours qui les énoncent. Plus encore, ces identités ne sont-elles pas elles-mêmes traversées par des contradictions et ne s'accrochent-elles pas aux contextes socio-politiques qu'elles concourent également à modeler ?

Les contradictions sont inhérentes à l'identité collective car celle-ci procède à la fois d'« adhésions intellectuelles » et de « conditionnements profonds »¹. Les discordances entre ces deux niveaux, d'autant plus manifestes et criantes que l'on cherche à se défendre de ces conditionnements, proviennent du fait que l'adhésion idéale consiste en une désadhérence « portant à déborder de la clôture de son moi comme à s'extraire de l'intégration en un monde »².

D'autre part, l'identité collective est syncrétique du fait de ses accommodations dans l'espace et dans le temps : elle n'est pas figée et donnée une fois pour toute ; de plus, elle est en prise avec les contextes de luttes symboliques, qui sont parfois territoriales. C'est en effet à la faveur de bouleversements, de frustrations que le questionnement identitaire émerge et il se pose avec d'autant plus d'acuité que les positions ne sont pas/plus gratifiantes et que les ambitions de nouvelles élites dans un système qui promet l'ascension sociale ne sont pas assouvis (Bayart [1996] 2018 : 95)³. Aussi ces résurgences identitaires peuvent-elles être le ferment d'identités imaginaires prévalant sur les identités réelles et entraînant des « logiques de discrimination et d'exclusion ou, au contraire [...] des formes d'admiration ou de glorification » (Lamizet 2015 : 41).

Enfin, l'identité collective est dialogique : elle est tension entre « l'unitaire-identitaire » (Jullien *op.cit.*) et le commun partagé et/ou à (ré)inventer. Elle est corrélatrice de la relation aux autres, de cet espace idéal et de ses transformations. Aussi altérité et altération sont-elles constitutives de l'identité.

C'est cet espace commun médié par l'imaginaire que nous souhaitons interroger. Ricoeur n'envisageait pas l'imaginaire social comme un univers de représentations statiques mais comme étant organisé autour de deux modalités : l'idéologie et l'utopie. L'idéologie, envisagée dans sa portée intégratrice, participe à l'identité narrative du groupe et à ses croyances tout en procédant de la légitimation d'une autorité, avec des risques de dérives simplificatrices :

[...] l'idéologie devient une grille de lecture artificielle et autoritaire non

seulement de la façon de vivre du groupe, mais de sa place dans l'histoire du monde. En devenant vision du monde, l'idéologie se codifie en quelque sorte [...]⁴

Ce maintien de l'ordre social et sa reproduction auxquels tend l'idéologie est contrebalancé par l'autre pôle constitutif de l'imaginaire social, l'utopie et ses versants positifs : subversion de l'ordre social et fonction libératrice. Cette complémentarité et cette tension entre les deux pôles laissent également la place aux novations qui s'inscrivent dans une relation dialectique avec des « configurations préalables que nous reconfigurons » (Castoriadis & Ricoeur 2016 : 46).

Aussi notre propos envisage-t-il d'appréhender cet espace imaginaire commun pris entre des schèmes narratifs et leur reconfiguration, entre conditionnement et réinterprétation-accommodation susceptibles de s'actualiser au contact d'événements sidérants. Les agressions à Cologne en 2016, les attaques de Charlie Hebdo de 2015 par exemple, en ce qu'elles bouleversent la marche ordinaire de notre quotidien et menacent l'ordre social, constituent un bon observatoire pour appréhender cet espace imaginaire commun – en particulier la rémanence/l'inertie ou le réinvestissement de certains schèmes narratifs qui structurent notre imaginaire. Les schèmes narratifs sont en effet susceptibles de se réordonner ou de s'accommoder à d'autres significations. Lors de ces événements-choc, politiciens, académiques, journalistes, écrivains, tous essaient d'en donner leur interprétation. Il s'agit donc de voir comment, dans l'écriture du présent et de l'immédiat, les récits et les

interprétations proposés des événements, les récits qui émergent lors de la « domestication de la rupture » (Ricoeur 1991) sont révélateurs des imaginaires et des fictions entretenues sur Soi et sur l'endogroupe.

Après avoir présenté les contextes événementiels sur lesquels repose notre analyse, nous questionnerons les médiations symboliques qui s'adosent à des images, des récits, des mythes, des emblèmes et qui émergent des interprétations de l'événement. Nous interrogerons, du point de vue émic et étic, les modalités de leur réinvestissement et de leur transfiguration lors des événements en question.

1. Les événements et leur contexte

Les événements violents trahissent l'imaginaire des victimes, de ceux qui en ont l'initiative⁵ et des instances médiatrices qui s'érigent en exégètes. Du fait de sa soudaineté, l'événement en question suscite des réactions immédiates qui révèlent les archétypes autour desquels cet espace médié par l'imaginaire se structure et se modifie. Avant d'étudier ces aspects, la première partie s'attache à montrer le déroulement des événements, les réactions à chaud, les symboles et les récits mis en avant par les acteurs participants.

1.1. Les attaques contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Casher

Les attaques qui visent les locaux de l'hebdomadaire *Charlie Hebdo*, suivies de la prise d'otages de l'Hyper Casher en janvier 2015 provoquent une sidération à l'échelle nationale, relayée dans de nombreux pays s'exprimant au moyen du slogan *Je suis Charlie*. Elles font dix-sept morts

parmi lesquels on compte les dessinateurs Wolinski, Cabu, Tignous et le rédacteur en chef, Charb. Les auteurs de l'attaque, les frères Kouachi (et Amedy Coulibaly pour l'Hyper Casher) qui se réclamaient d'Al-Qaida dans la Péninsule arabique, sont abattus deux jours plus tard par le GIGN. Le journal satirique avait déjà fait l'objet d'une attaque en 2011 à la suite de la parution d'un numéro spécial intitulé « Charia Hebdo », faisant écho à la victoire du parti Ennahda qui avait remporté une majorité de sièges aux élections de l'Assemblée constituante en Tunisie. Il fera l'objet de menaces de mort, d'accusations de racisme et de piratages informatiques, ce qui entraînera une protection policière des locaux du journal. Il a par ailleurs soutenu en 2005 le journal danois conservateur *Jyllands-Posten* qui avait reçu des menaces d'attentat après la publication des caricatures de Mahomet. L'Union des organisations islamiques de France et la Grande Mosquée de Paris entre autres avaient réagi ; ils n'acceptaient pas le soutien que *Charlie Hebdo* avait offert aux Danois.

En réponse à cette attaque de 2015, des rassemblements spontanés ont lieu, puis, à l'instigation de l'État, sont organisées des marches républicaines les 10 et 11 janvier et des manifestations hors France. À la marche parisienne du 11 janvier, le président de la République de l'époque, François Hollande, avec 44 dirigeants venus du monde entier marche derrière la tête du cortège constituée par les victimes et leurs familles. Ces marches, auxquelles participent 4 millions de personnes, arborent une même symbolique : pantin sur échasses à l'effigie de Marianne avec un brassard de deuil au bras, pancartes noires avec le fameux slogan *Je suis Charlie* relayé dans les réseaux sociaux

comme photo-profil des internautes ; crayons dans les cheveux ; pancartes visant à désarçonner et neutraliser les objectifs supposés de l'agresseur (*Même pas peur ; mort de rire*). Elles ont donné lieu à des contre-mouvements en France qui entonnent un slogan opposé (*Je ne suis pas Charlie*), sans qu'ils s'organisent en contre-manifestation, leurs motivations n'étant pas homogènes. Des réactions en miroir se mettent en place à l'étranger, en Somalie, au Niger, au Pakistan, entre autres, où domine l'appartenance confessionnelle : *Je suis musulman / Je suis Kouachi / Je suis Mohammed*. Ces réactions, de part et d'autre, motivées par des intérêts divergents et empreintes de significations diverses trahissent à tout le moins un combat immobile et une restriction du champ identitaire de chaque communauté en faisant valoir un référent unique et son envers. Notre objectif est d'interroger ces réactions identitaires du côté de l'Hexagone et les imaginaires sur lesquelles elles se structurent.

1.2. Les agressions à Cologne

La ville de Cologne et d'autres villes allemandes connaissent le soir de la Saint Sylvestre qui marque le passage à l'an 2016 des agressions à l'encontre de jeunes femmes. La presse fait état de 1200 plaintes pour agressions sexuelles et vols avec coups et blessures et l'inculpation de 73 personnes, qui concernent essentiellement des demandeurs d'asile, à la suite des déclarations d'Ulrich Bremer, procureur de la ville de Cologne. *Jeune Afrique* fait mention du projet allemand Casablanca visant à enquêter depuis 2014 sur la présence de délinquants originaires du Maghreb⁶. La presse révisera ces chiffres et rapportera des faits d'agressions non avérés dans certaines

villes allemandes. En effet, à l'issue des procès, elle fait état de la condamnation de 32 personnes sur les 46 accusés pour des faits de vols, vols avec violence et recel ; de condamnations de deux hommes sur les six personnes jugées pour crimes sexuels (attouchements)⁷.

Les agressions à Cologne ont suscité immédiatement des réactions vives et polémiques. En Allemagne même, elles ont provoqué de sévères critiques à l'encontre du cabinet Merkel, accusé de minimiser la gravité des faits et blâmé pour sa politique d'accueil des migrants, bien que la chancelière Angela Merkel se soit prononcée en faveur d'un durcissement de la perte du droit d'asile en cas de délit au lendemain des faits et que des voix se soient élevées contre les accusations hâtives à l'encontre des migrants. En France, les réactions se sont fait entendre, principalement de la droite et de l'extrême-droite. Les agressions ont par ailleurs divisé l'opinion publique à travers la controverse qui a opposé Kamel Daoud⁸, journaliste et écrivain, et le collectif des « dix-neuf »⁹, ce dernier récusant la racialisation des faits et le caractère essentialiste des propos du premier. L'objet de notre propos n'est pas de faire la lumière sur ce qui s'est passé ni de tirer une prétendue vérité de la confrontation des parties prenantes aux débats, mais de saisir à travers les réactions à chaud – suscitées par les événements – ce qui structure cet espace commun partagé et ce qui opère comme grille de lecture des événements.

1.3. Le mouvement des Gilets Jaunes

Des rassemblements et des manifestations de Français endossant le gilet jaune de sécurité¹⁰ essaient un peu

partout en France à partir de novembre 2018 suite aux différents appels et pétitions qui émergent sur les réseaux sociaux au cours de l'année et qui concernent la hausse du prix des carburants, la limitation de la vitesse et les radars. La mobilisation consiste à occuper des ronds-points, des péages et des barrages routiers, à manifester tous les samedis et à organiser des meetings en semaine ; la presse la décline en actes¹¹. Elle s'amplifie malgré les décisions gouvernementales de suspendre les taxes sur les carburants, le gel sur les prix du gaz et de l'électricité ; une série de mesures ont été prises le 10 décembre pour calmer la rue¹². La mobilisation se double de la contestation des lycéens qui réprovent la réforme du bac¹³ et le service national universel¹⁴. Le mouvement des GJ connaît un rebond en janvier 2019 et le gouvernement, pour sortir de cette crise, lance un « grand débat national » dont se chargent les maires et les élus locaux ; ce débat est cadré par les quatre grands thèmes¹⁵ donnés par l'exécutif dans le but de récolter les propositions des citoyens.

Si quelques figures tentent de représenter le mouvement, elles sont vite écartées par un mouvement qui conteste de plus en plus le modèle représentatif. En effet des revendications de démocratie directe se formulent afin de mettre en place le RIC (référendum d'initiative citoyenne) tandis que la CGT, jusque-là absente, rallie le mouvement. Parallèlement, les manifestations sont émaillées de violents affrontements entre les jeunes militants antifascistes et les jeunes militants d'extrême-droite. Les blackblocks s'invitent participant aussi à quelques manifestations.

Cette mobilisation, marquée par un léger rebond en septembre 2020, a donné

lieu à de nombreuses interpellations et gardes à vue ; elle a fait de nombreuses victimes, vu la forte répression policière et l'utilisation des flash-balls et de tirs de balles de défense qui ont fait perdre la vue et la main à plusieurs manifestants.

Du point de vue politique, le mouvement est composite : extrême-droite, communistes, France Insoumise, royalistes, anarchistes, etc., et rassemble par ailleurs des personnes non encartées ; toutefois, il se fédère autour du rejet du gouvernement Macron, de l'Union européenne. De plus, ce mouvement ne veut pas avoir de représentant, comme en témoignent les bas scores des listes GJ aux Européennes¹⁶.

Certains incidents ont marqué les esprits – comme la destruction, le 1^{er} décembre 2018 à Paris, du moule en plâtre de l'allégorie de la Marseillaise, détail de la sculpture *Le départ des volontaires de 1792*¹⁷ de l'Arc de Triomphe le 1^{er} décembre 2018 à Paris. Le 5 janvier, des Gilets jaunes, juchés sur un transpalette de chantier, force la porte du ministère de Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement. Le 16 mars 2019, le Fouquet's est saccagé tout comme des magasins de luxe environnants (Boss, Lacoste, Nespresso) ; le tag « Sarko a tout cassé » qui signe cet acte a des airs de *retorsio*. Le 18 novembre 2019, la stèle du maréchal Juin, héros de la campagne d'Italie, est saccagée à coups de pied de biche place d'Italie à Paris.

Cette crise fait apparaître, outre les affrontements avec les forces de l'ordre et les images de scènes insurrectionnelles, une surenchère symbolique, comme l'attestent les saccages évoqués précédemment, qui ont été interprétés comme des atteintes à la République alors que les emblèmes visés étaient pris pour des symboles de pouvoir¹⁸.

La signification historique et idéologique de ces emblèmes n'était pas en jeu ; les tags sur les murs, les inscriptions sur les gilets et les banderoles sont tout aussi évocateurs. Nous y reviendrons.

2. Symboles et images de l'endogroupe¹⁹

Avant de nous intéresser aux réactions immédiates que ces événements ont suscitées, nous nous sommes penchés sur les représentations émiques qui émergent des acteurs eux-mêmes. Celles-ci sont appréhendées via les symboles qui sont affichés lors des manifestations de soutien et aussi à travers les formules qui ont émaillé sur les murs, sur les monuments ou sur les pancartes brandies par les manifestants.

2.1. Charlie et la mobilisation autour de l'unité et des symboles républicains

Lors qu'à l'étranger, le slogan *Je suis Charlie* est compris comme un soutien pathique à la France, il revêt une signification plus politique dans l'Hexagone : la peur, l'incompréhension et l'impossibilité de réfléchir aux dysfonctionnements qui minent la scène nationale et la scène internationale, la réaction de la population qui s'est identifiée aux victimes et la volonté politique de réaffirmer une unité supposée à travers les emblèmes républicains, nationaux et ceux de la culture contestataire (crayon levé).

Ces métonymies (le crayon pour la liberté d'expression, Marianne en deuil, blessée au visage – pour les valeurs républicaines, le drapeau pour l'affirmation nationale face à l'attaque) qui apparaissent comme des gestes politiques illustrent une impossibilité



de penser le politique au-delà d'une certaine vision nationalo-centrée. Comment ne pas voir en effet dans la Marianne en deuil, pantin sur échasses, vêtue de blanc et portant le brassard noir du deuil – mise en scène dans un espace collectif – une rémanence de la Contre-révolution²⁰ ? Ainsi, cet espace commun identitaire réactive ce même motif. Toutefois, bien que ce dernier ait une portée performative, le hashtag « Je suis Charlie » et le crayon reçoivent une dimension combative dont paraissent dépourvu les deux autres symboles, La Marianne étant érigée en victime et le drapeau, en destinataire identitaire. L'intégrité identitaire se réalise avec trois autres éléments, le hashtag et les inscriptions « Mort de rire Même pas peur » jouant le rôle d'adjuvants et conférant aux citoyen.ne.s la figure de héros.

2.2. Les Gilets Jaunes et la surenchère symbolique

Les inscriptions qui figurent sur les Gilets Jaunes et sur les pancartes brandies lors des manifestations se rapportent à des revendications et illustrent la colère des gens. Elles renvoient également à des références à la Révolution, à la République et à la Deuxième Guerre mondiale. Les motifs qui font appel à la Révolution mettent en scène deux



actants qui rejouent l'affrontement entre la population et un pouvoir monarchique : « Détrônons le roi Macron/ Macron regarde ta Rolex c'est l'heure de la révolution/ Brigitte rends la vaisselle/ le roi Macron donne des miettes aux gueux/ le peuple est dans la rue les privilèges sont terminés/ Macron traître le peuple a faim/ peuple brise tes chaînes/ le roi est nu/ c'est une révolte non sire !! c'est une révolution/ Macron sors de ton palais/ Macron sera notre louis XVI ». Ces formules renvoient au mythe révolutionnaire d'antan qui a été construit autour du triptyque peuple (absents-héros) – La Monarchie et les nobles (ennemi-pouvoir absolu) – Société de citoyens libres et égaux (quête utopique) et qui constitue aujourd'hui un mythe de fondation. Les avatars de cette triade actualisent en effet soit d'autres référents soit les anciens référents auxquels s'adjoignent d'autres significations : peuple (relégués-héros) – Modèle représentatif, le libéralisme (ennemi-absence de pouvoir souverain et représentatif) – Démocratie participative, souveraine, société providentielle (Âge d'or de la République) qui représente la quête. Ces référents, comme l'attestent d'autres formules (« Macron remplace les jours heureux 44 par une vie de merde. Résistance/ Banquiers et financiers tout ce que vous avez-vous l'avez volé.

Bientôt devant la justice de la nation. Les Gilets jaunes constituants »), dénoncent le pouvoir libéral, le recul de l'État providence et souverain. Les valeurs sont inversées : alors que l'absence de pouvoir politique est du côté des révolutionnaires de 89, elle est instanciée par le pouvoir lui-même dans les revendications des Gilets jaunes.

En effet, si les révolutionnaires, absents de la vie politique, s'insurgent contre le pouvoir tout puissant et sont dans une quête de participation/incorporation politique active, les GJ s'insurgeant quant à eux contre l'absence de performativité des symboles du pouvoir en place. Certaines inscriptions comme « Ici Nation et République c'est que des stations de métro » vont dans ce sens ; ces inscriptions trahissent un écart entre les emblèmes et leur performativité tout comme la destruction de certaines statues où ce n'est pas le référent qui est visé mais plutôt son appauvrissement en termes de performativité.

Les tags qui figurent sous les bas-reliefs de l'Arc de Triomphe – « Les Gilets jaunes triompheront Macron démission On a raison de se révolter » – traduisent la volonté d'effacer l'idée des « grands hommes » ; de plus, ils trahissent une contestation de la représentation hagiographique : les GJ endossent ce rôle défaillant et s'instituent comme légitimes, en revendiquant une concordance entre les actes et la symbolique politique.

3. Espace commun collectif et avatars de mythes millénaristes

Cette section entend mettre au jour les récits qui émergent lors de la « domestication de la rupture » (Ricoeur *op. cit.*) donnant prise sur ces imaginaires de

Soi et de l'endogroupe. Les auto-images qui émergent sont indissociables des constructions de l'Autre, celles-ci étant souvent une projection de nos désirs, de nos fantasmes et de nos idéaux. Elles témoignent de la rémanence de certains mythes et de leurs réinvestissements. Les schèmes qui les structurent ordonnent et rendent intelligible l'expérience ; en outre, ceux-ci acquièrent une certaine autonomie par rapport à ce qui les avait motivés ; si certains motifs y restent associés, ils sont susceptibles de se réordonner en une figure inédite ou de s'accommoder à d'autres significations.

3.1. Les avatars de l'imaginaire émancipateur

Les réactions qui ont suivi les agressions à Cologne ont réactivé certains motifs attachés au mythe républicain de la Troisième République.

Rappelons que la Troisième République s'est structurée autour d'une idéologie millénariste où le salut de l'humanité consistait en un ordre social plus juste et s'incarnait en un homme nouveau débarrassé de ses croyances, un citoyen à part entière, émancipé de ses anciennes tutelles (La Monarchie, l'Église). L'émancipation a donc participé à cette quête utopique, à côté d'autres motifs comme l'ennemi intérieur et la hiérarchisation des sociétés. L'école laïque et la méritocratie ont été les auxiliaires de ce projet tandis que le motif de l'ennemi intérieur accompagnait la conjugaison du républicanisme et du nationalisme et que l'universalisme et la croyance en la supériorité du modèle français associés au progrès justifiait la colonisation d'autres sociétés. Ce mythe républicain

s'est nourri des théories scientistes qui prévalaient à l'époque – l'anthropologie raciale et l'évolutionnisme socio-culturel – associé à une vision linéaire où l'histoire de l'humanité s'évaluait par un cheminement jonché d'étapes jusqu'à la perfection.

Lors des agressions à Cologne, le motif de l'émancipation est réactivé dans l'espace médiatique. Alain Finkielkraut, journaliste et académicien, réagit au lendemain des faits ; il assimile les agresseurs de Cologne aux agresseurs musulmans d'Égypte :

Et le problème majeur de l'islam ce n'est absolument pas l'oppression que ferait subir l'Occident aux musulmans c'est l'oppression de la femme par l'islam [...] et ce qui s'est passé à Cologne rappelle ce qui s'est passé place Tahrir pendant le printemps arabe des hommes agressant sexuellement des femmes pour les chasser de l'espace public on a beaucoup parlé des printemps arabes on est tous très malheureux de l'évolution de l'hiver qui a suivi mais quand on sait ce qui s'est passé place Tahrir on peut dire une chose l'hiver était dans le fruit c'était là donc toutes ces considérations, Jean-Louis Bourlanges l'a dit Cologne c'est le choc des civilisations au quotidien voilà à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui (*Video.leFigaro*, février 2015)²¹

L'analogie avec la synecdoque *Place Tahrir*, comparant qui ramasse une topique particulière pour les acteurs de cet événement, remotive cette dernière au contact du comparé²². Ainsi le référent de la synecdoque est-il réduit à l'éviction des femmes de l'espace public. Le registre genré qui

ressort de cette lecture analogique vise l'émancipation par rapport à la religion musulmane.

L'endogroupe endosse le rôle du missionnaire ; il se cristallise sur l'émancipation des femmes, au demeurant critique en Occident au vu-des récentes revendications liées au genre. Il s'agit de s'ériger en société irénique où ces questions ne se posent plus. On peut toutefois s'interroger sur le fait que le genre détrône le motif des classes sociales qui a dominé au siècle précédent et remplace le motif d'émancipation universaliste (homme nouveau, rationnel, laïque) par celui de l'émancipation des musulmans du joug religieux. L'idée rémanente d'une périphérie et d'un centre bienfaiteur et salvateur où une identité noyau se diffracte au-delà de ses frontières conserve peu ses visées téléologiques d'antan de sauver le monde sous les auspices de « la civilisation » et de ses élites cultivées (*vs* le peuple analphabète et inféodé à des structures archaïques), mais procède plutôt d'une volonté de préserver le centre de ses franges perçues comme une menace pour son intégrité.

3.2. L'imaginaire progressiste au prisme du culturalisme

Il en va différemment dans l'usage de la formule *civilisation française vs* la lexie *barbarie* dans l'interprétation des faits proposée par Marine Le Pen, bien qu'une identité menacée y soit mise en scène. L'imaginaire politique de la Troisième République consistait à voir la société stratifiée en différentes couches de civilisation ; il s'agissait de créer une communauté de citoyens tout en construisant le barbare, assimilé au contre-révolutionnaire,

et le sauvage, prisonnier des ténèbres de la superstition²³. La Troisième République, bien qu'elle se soit trouvée des origines communes grâce au mythe du gaulois, s'est instituée sur cette opposition : civilisé *vs* barbare/sauvage. Cette dichotomie sur laquelle a pu s'implanter le rhizome du rationalisme progressiste est réinvestie à l'époque contemporaine lors de cet événement par d'autres référents, ceux de la domination masculine et de la libération féminine. Les strates de population autrefois imprégnées des structures de la féodalité prennent le visage d'agresseurs d'un passé honni. Cette représentation s'appuie sur un imaginaire progressiste où l'égalité des droits est mise à mal.

Que la barbarie puisse s'exercer de nouveau à l'encontre des femmes, du fait d'une politique migratoire insensée, me remplit d'effroi. Je repense à ces paroles de Simone de Beauvoir : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question », et j'ai peur que la crise migratoire signe le début de la fin des droits des femmes. Atteinte à l'intégrité physique, contrôle social, réduction des libertés et asservissement : on sait que la pente est glissante. [...]

À toutes les raisons qui commandent la réduction drastique de l'immigration, s'ajoutent désormais des impératifs qui touchent aux fondements même de la civilisation française : la sécurité de tous, et les droits des femmes. Je ne crois pas une seconde en l'UE pour inverser la tendance. Je pense en revanche très fermement que

la France, si elle recouvre sa souveraineté et ses frontières, peut tout à fait juguler cette submersion migratoire et ses diverses conséquences. Je suis persuadée que c'est la volonté de la Nation²⁴.

L'identité fondatrice ne se joue pas entre la périphérie et le centre ; elle se forge par le biais de l'envergure historique que comporte la formule et qui institue un « avant » et un « après », la formule *la civilisation française* confère à la France une certaine sacralité et une place légitime par rapport à l'Europe quant à la question des migrants par le lieu de l'ordre sur laquelle elle repose²⁵. Cette séquentialité confond État régalien et civilisation française et renvoie au chaos un passé, qui est méprisable et dont les migrants en seraient le miroir. La civilisation française assimilée à l'État tient lieu de personnalité collective et de rempart identitaire face au chaos que représentent les migrants.

Cette catégorisation binaire – civilisation et barbares – se manifeste également sous une autre forme qui se couvre des oripeaux académiques. C'est en effet une identité inscrite dans la phylogénèse des sociétés qui transparaît dans les propos de l'universitaire A. Stoecklin lorsqu'il analyse les agressions à Cologne au lendemain des faits. Sa grille de lecture qui emprunte à la fois à celle de Huntington (le choc des civilisations) et à celle d'Elias (la civilisation des mœurs) culturalise les phénomènes en les indexant sur une hiérarchisation des sociétés.

[...] si on suit la thèse d'Elias, on devrait conclure que les fondamentalistes vivent encore dans une

« dynamique » dominée par l'impulsivité (que la « dynamique de l'Occident » a largement résorbé).

[...] Contrairement à l'Occident, qui a favorisé l'intériorisation des normes, et tolère donc leur interprétation personnelle, les régions du monde dominées par une pensée religieuse monothéiste considèrent comme « sacrée » une forme précise de « civilité », qui impose des pratiques incontournables et non-interprétables (dont le port du voile pour les femmes, le mariage précoce, l'excision et la circoncision)²⁶.

Ainsi, ces propos divisent les cultures en deux catégories : les sociétés où prévalent une lecture univoque des codes et où les émotions ne sont sublimées par aucune instance, et une société qui gère une pluralité de codes et dont l'émotion est canalisée par l'État, détenteur de la violence symbolique. On pourrait voir dans cette lecture une vision hégélienne où l'accession à l'Histoire est isomorphe à l'institution d'un organe étatique. Plus encore, l'auteur oppose deux blocs monolithiques sans tenir compte des contradictions, des forces d'opposition qui les traversent. Ainsi l'espace occidental, irénique, constitue l'envers d'un espace au contour indéfini et monolithique, empreint de religiosité et où la figure de l'État régulateur est absente. L'identité collective n'apparaît plus à travers l'évocation d'un centre, émancipé, et d'une périphérie menaçante mais s'instituerait à travers une séquentialité dont l'Occident marquerait l'étape finale.

D'une part, un *avant* marqué par la civilisation et un *après* menacé par la barbarie ; d'autre part, un *avant* anhistorique, monoréférentiel aux codes culturels figés

et un *après* marqué par la « civilisation des mœurs », aux signifiés plurivoques et aux pulsions agressives sublimées par la fête et dont l'État est dépositaire.

3.3. L'imaginaire négatif de l'ennemi intérieur

Comme évoqué précédemment, l'ennemi intérieur accompagne l'institutionnalisation des régimes. Bien qu'il prenne un visage différent en fonction des époques et des circonstances, il constitue un puissant vecteur de palingénésie identitaire.

L'invocation de l'islam lors des agressions à Cologne et des attaques de Charlie Hebdo inscrit l'« ennemi commun » dans une lecture sérielle : ce qui est arrivé *Place Tahrir* se répète à Cologne—comme d'autres agressions s'étaient déjà produites en France donnant lieu à la création de *ni putes ni soumises*²⁷. Les attaques à Charlie Hebdo font également partie d'une série selon le philosophe Onfray, le premier acte ayant eu lieu le 11 septembre. Ces deux lectures qui dessinent une périphérie, vectrice d'identité négative, réactive un imaginaire républicain universaliste et émancipateur. En effet, l'idée de l'ennemi intérieur, apparaissant comme un insidieux cheval de Troie balayant les frontières, justifie, dans le cas de la série où le dénominateur commun est la femme-victime, une hégémonie à reconquérir et une libération des populations aliénées. Dans le cas de la série où le référent commun représente les symboles occidentaux-victimes (Tours jumelles/Liberté de la Presse), le déploiement militaire au-delà des frontières face à la minimisation des attaquants des journalistes tels que l'évoque Onfray trahit l'idée

que l'ingérence occidentale est d'ordre politique tandis que la guerre civile — que fait poindre l'infiltration de forces hostiles — est religieuse. Dans les deux cas, on peut s'interroger sur la prégnance de ce scénario républicain où sont mobilisés ces mythèmes de contre-pouvoir religieux. Il semble, qu'au-delà des attaques qui les ont réactivés, ces mythèmes révèlent eux-mêmes un imaginaire aliénant de notre identité collective, qui ne peut pas échapper à ce scénario ethnocentré, déniait tout acte politique aux autres.

L'ennemi est encore invoqué alors que le souverainisme et la République régénérée par la performativité de la symbolique du pouvoir (reconquête d'un âge d'or de la république pour la plupart) sont revendiqués par les Gilets jaunes. Nous ne reviendrons ni sur les réactions du pouvoir en place qui associent ce mouvement tantôt à la peste brune tantôt à des séditeux²⁸ ni sur les enjeux de telles dénominations qui visent à jeter tout discrédit sur le mouvement. Du côté médiatique, le mythème de l'ennemi intervient d'une part pour séparer le bon grain de l'ivraie et d'autre part pour affirmer l'idée de Nation. Ainsi, les Gilets Jaunes, dont le surgissement résulte du référendum de Maastricht selon M. Onfray, sont assimilés à un cœur républicain, d'autant plus qu'ils prônent le souverainisme et la défense des services publics. Le philosophe voit ce noyau perverti par des forces ennemies : les islamo-gauchistes. Cette sixième colonne permet de ranimer une identité républicaine en l'expurgeant de ses forces négatives, extérieures, telle l'Europe, et intérieures, comme la gauche associée à un islam radical. De même, les Gilets jaunes sont vus comme un mouvement noyau représenté

par les indépendants, les commerçants, les artisans, les petits patrons, supplantés par des forces radicales. Cette volonté de séparer le bon grain de l'ivraie apparaît dans cette lecture comme une manière de régénérer une République-nation des origines où le peuple souverain décide de son avenir contre des forces extérieures (les instances internationales) et intérieures (l'élite).

3.4. Réanimation des origines et les forces du déclin

Le mouvement des Gilets jaunes a permis de comprendre la manière dont on conçoit le collectif et, compte tenu de son caractère éruptif, de faire émerger des lectures utopiques ou celle d'un Âge d'or. Aussi le mouvement est-il perçu comme la manifestation de phénomènes latents qui remettent en cause le présent déclinant ou dépassé et le besoin de régénération.

Si ce déclin se manifeste par l'idée de perte, celle de la concordance entre « le peuple » et « l'élite », il porte en germe l'idée de renouveau ou de régénération en investissant les forces du chaos d'une quête romantique.

Cette quête est rapportée à un *locus* antique dans les propos de M. Maffesoli, sociologue, tandis que pour N. Polony, journaliste et directrice de la rédaction du magazine *Marianne*, elle tend vers un lieu révolutionnaire.

Le peuple à un moment donné fait sécession un peu comme dans la Rome antique le peuple s'est retiré sur l'Aventin ne se reconnaissant plus au Sénat et dans le fond il a fallu négocier il a fallu en quelque sorte repenser

ce qui pouvait être la ville de Rome pour les faire revenir je veux dire dans la cité (M. Maffesoli²⁹).

Je pense que nous avons dans les rues ce qui est exactement l'équivalent des sans-culottes mais est ce que les sans culottes invalident la Révolution française ? (N. Polony³⁰)

Ainsi, ces forces sont comparées dans le premier cas à l'occupation de l'Aventin par la plèbe qui revendiquait une représentation politique, prérogative des patriciens. Ce sont, dans l'autre cas, les sans-culottes qui servent de paradigme à cette lecture romantique. Ces deux visions illustrent l'idée d'un événement qui sort de sa latence et se manifeste quand l'équilibre est rompu³¹. Ce récit mythique d'un Âge d'Or réitère le motif de la société harmonieuse reliée par une sensibilité collective. En effet, les oppositions entre une élite et un peuple victime (M. Maffesoli) ou entre les instances internationales et la nation souveraine mise à mal (N. Polony) s'annulent pour céder la place respectivement à une « âme collective » et à une « Nation soudée ». Cet Âge d'Or se conçoit comme un espace collectif autour d'une transcendance et de deux actants (la Nation, le peuple et un projet de société commun) dans les propos de N. Polony, la transcendance provenant selon de M. Maffesoli d'une âme collective qui a comme auxiliaires un agrégat de « tribus » et une « gestion du proche ». Si, dans les deux visions, l'identité collective procède d'un principe spirituel, il est à chercher respectivement du côté du rationalisme renanien et du changement de paradigme aux accents fouriéristes où prévaut l'émotionnel à même de ranimer une société morte.

Ces deux temporalités convergent quant à la vision irénique et utopique qu'elles portent et aux obstacles qu'elles rencontrent.

Conclusion

L'imaginaire, à la croisée de rémanences existants, médiatise les discours et les symboles qui essaient en réaction aux événements choc que sont les agressions à Cologne, les attaques de *Charlie Hebdo* et le mouvement insurrectionnel des Gilets jaunes. Il participe, tant du côté des acteurs que des instances médiatrices, à l'émergence des images de l'endogroupe et de ce qui structure cet espace symbolique collectif. L'identité collective s'appréhende ainsi à la fois par des archétypes rémanents instanciés par d'autres schèmes narratifs et par les modalités participant à son émergence.

Ainsi, du côté des acteurs, si l'on ne peut ignorer la fonction cathartique de tout déchainement humain mû par des motivations diverses (traumas antérieurs, vengeance sociale, contestation d'un ordre matérialiste et cynique, etc.), le processus de désaliénation qui lui est concomitant ainsi qu'une concordance entre l'éprouvé et l'expérience rend difficile dans un premier temps la projection dans un autre modèle. Le mouvement des Gilets jaunes s'inscrit dans la réanimation d'un mythe de fondation et de sa force signifiante (la Révolution et la République naissante) en faisant valoir les hiatus entre la symbolique républicaine et la politique actuelle (des citoyens dépossédés de rôles politiques, un État non souverain, un chef d'État bureaucrate et inféodé, fin de l'État

providence, etc.) et en instanciant cette matrice de valeurs actantielles différentes de celles qui prévalaient à la Révolution française.

Du côté des récits intermédiaires et médiés, le triptyque symbolique de la Troisième République structuré autour de l'émancipation des anciennes tutelles, le rationalisme progressiste et l'ennemi, gage d'unité, se voit réinvesti et la matrice instanciée par d'autres référents : l'islam et le migrant réactivent l'idée d'une république menacée, « civilisatrice » et « civilisée ». Par ailleurs, le mythe politique des origines est réinvesti en inscrivant le mouvement des Gilets jaunes dans une quête romantique, où l'incarnation politique est supplantée par les instances transcendantes.

Quant aux schèmes qui régissent ces imaginaires de l'identité, ils proviennent, d'une part, d'une représentation séquentielle qui consiste à se penser dans une rupture entre un avant et un après, l'un étant affublé de valeurs positives quand l'autre constitue le versant négatif. Cette rupture est perçue à l'aune d'une domestication. D'autre part, une représentation sérielle, où s'éprouve l'identité collective, déterritorialise cette dernière : l'identité est, en effet, soumise à des phénomènes qui se répètent indifféremment du lieu et qui constituent une menace pour son intégrité. Elle s'inscrit dans une historicité centrifuge et à vocation interventionniste. Enfin, le schème de la latence, du déjà-là, ôte toute historicité à l'identité collective. Il procède d'une naturalisation de l'identité, les manifestations de cette dernière étant prédictives et se révélant au gré des conjectures, à la recherche de l'équilibre et de l'harmonie fusionnelle.

BIBLIOGRAPHIE

- Maurice Agulhon, « Conflits et contradictions dans la France d'aujourd'hui », in *Annales. Economies, sociétés, civilisations*, no.3, 1987, p. 595-610 URL : https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1987_num_42_3_283406 (consulté le 10 juin 2020)
- Scott Atlan, *L'Etat islamique est une révolution*, Arles, Babel Essai, 2016.
- Pierre Bourdieu & P. Fritsch, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2000.
- Alban Bensa & Eric Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », in *Terrain*, no.38, 2002, p. 5-20
- Laurie Boussaguet & Florence Faucher, « Quand l'État convoque la rue. La marche républicaine du 11 janvier 2015 », in *Gouvernement et action publique*, no. 6, 2017/2, p. 37-61. URL : <https://www.cairn.info/revue-gouvernement-et-action-publique-2017-2-page-37.htm> (consulté le 15 novembre 2020).
- Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Pluriel, [1996] 2018
- François Burgat, *Comprendre l'islam politique. Une trajectoire de recherche sur l'altérité islamique 1973-2016*, Editions La Découverte, 2016.
- Jean-Luc Chappey, Pierre Serna, Camille Noûs, « L'invention du Barbare sauvage et du Sauvage barbare : un coup d'état sémantique contre la Révolution », in *Dix-huitième siècle*, no. 52, 2020, p. 199-219.
- Patrick Charaudeau & Dominique Maingueneau (éds), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Seuil, 2002.
- Alice Krieg-Planque, *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2009.
- Roland Gori, *Et si l'effondrement avait déjà eu lieu*, Ed. Les Liens qui Libèrent, Paris, 2020
- François Jullien, *Il n'y a pas d'identité culturelle*, Editions de L'Herne, Paris, 2016.
- Sudhir Hazareesingh, « L'imaginaire républicain en France, de la Révolution française à Charles de Gaulle », in *Revue historique*, no.659, p. 637-654, 2011, https://www.cairn.info/revue-historique-2011-3-page-637.htm?try_download=1#re9no9 (consulté en mars 2020).
- Bernard Lamizet, « Rhétorique de l'identité et discours identitaires », in Richard, A. et al. (dirs), *Le discours politique identitaire dans les médias*, L'Harmattan, 2015, p. 25-48.
- Véronique Magaud, « Les agressions à Cologne au prisme de doxai et d'enjeux politiques : construction et naturalisation des identités », in Françoise Sullet-Nylander, María Bernal, Christophe Premat & Malin Roitman (eds.), *Political Discourses at the Extremes. Expressions of Populism in Romance-Speaking Countries*, Stockholm University Press, 2019, pp. 261-277.
- Pierre Nora, « De la République à la Nation », in Nora, P. (éd.), *Les lieux de mémoire*, Gallimard, Paris, 1997, p. 651-659.
- Lionel Obadia, « Civilisation », in O. Christin (dir.), *Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines*, Métailié, Paris, 2016, p. 241-255.
- Pascal Ory, *Ce que dit Charlie*, Gallimard, 2016.
- Chaïm Perelman, Lucie Olbrecht-Tyteca, *Traité de l'argumentation*, Éditions de Bruxelles, [1958] 2008.
- Christian Plantin, *L'argumentation*, Le Seuil, 1996.
- André Reszler, *Mythes politiques modernes*, Archives Karéline, Paris, 2010 [1981].
- Paul Ricoeur, « L'idéologie et l'utopie : deux expressions de l'imaginaire social », in *Autres Temps. Les cahiers du christianisme social*, no.2, 1984. p. 53-64, URL : https://www.persee.fr/doc/chris_0753-2776_1984_num_2_1_940.
- Paul Ricoeur, « Événement et sens », in *L'espace et le temps*, Vrin-Société Bourguignonne de Philosophie, 1991, p. 9-21.
- Jean-Jacques Wunenburger, *L'imaginaire. Que sais-je ?* P.U.F., 2003.
- Jean-Jacques Wunenburger, *Le sacré, Que sais-je ?* P.U.F., 2019.
- Jean-Jacques Wunenburger, *Imaginaires du politique*, Ellipses, 2001.

NOTES

1. On se réfère à Agulhon (1987) qui fait cette distinction pour appréhender l'histoire des mentalités.
2. F. Jullien [2016] 2017, p. 59.
3. Pour l'auteur, ces stratégies sont corrélées à la formation de l'État et sont à rapporter à des moyens de s'élever dans la hiérarchie sociale.
4. Ricoeur 1984, p. 59.
5. On se reportera à l'analyse de terrain de Scott Atran concernant l'État islamique
6. <https://www.jeuneafrique.com/296075/politique/allemande-y-a-t-il-une-mafia-marocaine-a-cologne/> Jean-Michel Hauteville, « Allemagne : y a-t-il une mafia marocaine à Cologne », in *Jeune Afrique*, janvier 2016, consulté en avril 2018.
7. https://www.liberation.fr/checknews/2019/07/12/quel-est-le-bilan-judiciaire-des-agressions-du-reveillon-2015-a-cologne_1738995/ Jacques Pezet, « Quel est le bilan judiciaire des agressions du réveillon 2015 à Cologne ? », in *Libération*, 12 juillet 2019, consulté en novembre 2020.
8. https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/01/31/cologne-lieu-de-fantasmes_4856694_3232.html/ Kamel Daoud, « Cologne, lieu des fantasmes », in *Le Monde*, 29 janvier 2016, consulté en avril 2018.
9. https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/02/11/les-fantasmes-de-kamel-daoud_4863096_3232.html/ « Nuit de Cologne : « Kamel Daoud recycle les clichés orientalistes les plus éculés » », in *Le Monde*, 10 février 2016, consulté en avril 2018.
10. Ce gilet figure dans le kit obligatoire depuis juillet 2008. Rappelons qu'il est arboré par Karl Lagerfeld, styliste et directeur artistique de la maison de haute couture Chanel, sur l'affiche publicitaire où figure la formule suivante : *c'est jaune c'est moche ça ne va avec rien mais ça peut vous sauver la vie*.
11. Le dernier acte, XXVII, a lieu le 18 mai, date à laquelle le mouvement s'essouffle fortement.
12. Matignon annonce une hausse de 100 euros pour les salariés au SMIC, une re-défisicalisation des heures supplémentaires, une suppression de la hausse de la CSG pour les retraités en deçà de 2000 euros.
13. L'admission dans les universités se fait via la « procédure » Parcoursup, ce qui fait craindre une sélection encore plus importante des futur.e.s étudiant.e.s
14. Il s'agit de favoriser chez les jeunes « une culture de l'engagement » sur une courte période où se conjuguent hébergement collectif et mission d'intérêt général. Cette initiative d'E. Macron a été critiquée pour ses mises en scène militaires.
15. Ils concernent la transition écologique, la fiscalité, la démocratie et la citoyenneté, l'organisation de l'État et des services publics.
16. Les deux listes, « Alliance jaune », dirigée par le chanteur F. Lalanne, et « Évolution citoyenne » dont Christophe Chalançon était tête de liste, représentant les Gilets jaunes aux élections européennes de 2019, récoltent très peu de suffrages.
17. Réalisée en 1836 par François Rude sous Louis-Philippe, elle représente la France révolutionnaire en lutte contre les pays européens coalisés.
18. Il est intéressant de voir à ce titre des gilets jaunes rassemblés en décembre 2018 autour de la flamme du soldat inconnu et la protégeant tout en entonnant la Marseillaise.
19. Nous ne nous intéresserons pas ici aux victimes de Cologne, l'objectif étant de comprendre l'imaginaire qui structure l'identité collective en France et dans l'espace académique francophone européen.
20. La figure de l'ennemi menaçant l'idéal révolutionnaire se met en place au moment également où nation et République se confondent.
21. <http://video.lefigaro.fr/figaro/video/finkielkraut-a-cologne-on-voit-que-le-choc-des-cultures-n-est-pas-soluble-dans-la-question-sociale/4722226729001/> Alain Finkielkraut, « À Cologne, «on voit que le choc des cultures n'est pas soluble dans la question sociale» », in *Le Figaro Live*, 27 janvier 2016, consulté en avril 2018.
22. Le tableau suivant déroule la topique attachée à la formule et les référents qui s'y adjoignent

	<i>Place Tabrir</i> (synecdoque)	<i>Place Tabrir</i> (analogie)
Lieu	Place Tahrir, Egypte	Cologne, Allemagne
Actants	Mouvement de la jeunesse du 6 avril/ Une grande partie de la population égyptienne	Des hommes <i>versus</i> des femmes
Moyens et actions	Occupation de la place/ Une ville dans la ville	Agressions sexuelles
But	Chute du régime (Moubarak)	Eviction des femmes de l'espace public

23. « Dès 1789, ces deux notions sont omniprésentes dans les discours politiques : alors que le barbare est assimilé à l'être cruel, fanatique et contre-révolutionnaire, symbolisé par le monstre Iscariote, le sauvage désigne la partie du peuple qui, ignorante et donc violente, doit être impérativement l'objet de l'entreprise de civilisation et de régénération par laquelle les députés révolutionnaires entendent construire leur nouvelle légitimité. » (Jean-Luc Chappey, Pierre Serna, Camille Noûs, « L'invention du Barbare sauvage et du Sauvage barbare : un coup d'état sémantique contre la Révolution », in *Dix-huitième siècle*, n° 52, 2020, p. 199-219.
24. <https://www.lopinion.fr/edition/politique/marine-pen-referendum-sortir-crise-migratoire-94568> Marine Le Pen : « Un référendum pour sortir de la crise migratoire », in *L'Opinion*, 13 janvier 2016, consulté en avril 2018.
25. Le lieu de l'ordre correspond au lieu de la qualité et fait prévaloir entre autres l'ancien sur le nouveau. Chaim Perelman & Lucie Olbrecht-Tyteca, 1958.
26. <https://www.jetdencre.ch/une-agressivite-civilisee-9753/> Daniel Stoecklin, « Une agressivité civilisée », in *Jet d'Encre*, 16 janvier 2016, consulté en avril 2020.
27. « [...] d'abord on était déjà attaqué sur ce front-là je vous rappelle que *ni putes ni soumises* est une organisation née au début de ce siècle pour dénoncer la misogynie effroyable qui sévit dans certains de nos quartiers et cela nous ramène à la différence fondamentale entre deux mondes » (A. Finkielkraut, RJC, le 17 janvier 2016).
28. Respectivement énoncé par G. Darmanin, alors ministre de l'Action et des Comptes publics, le 25 novembre 2018 sur RTL et par C. Castaner, alors ministre de l'intérieur, le 24 novembre.
29. <https://www.youtube.com/watch?v=NhcSmfDzCFU/> Michel Maffesoli, « Les Gilets jaunes : un malaise profond », Boulevard Voltaire, 30 mars 2021, consulté en septembre 2020.
30. https://www.youtube.com/watch?v=FSnPSkZ6y_w/ Michel Onfray et Natacha Polony, « Antisémisme-Gilets jaunes », in *Assemblée de Débats*, 26 février 2019, consulté en novembre 2020.
31. « Il faut voir ce mouvement comme un surgissement le 17 novembre quelque chose qui tout à coup remonte vraiment du fond de la vie politique française et surtout du pays (...) c'est par ce mouvement que s'est exprimée une colère qui en fait était sous-jacente depuis des années ». Michel Onfray et Natacha Polony, *op.cit.*